



La lettre de PRO-NATURA

mai 2002

Membre de l'UICN, Union Mondiale pour la Nature

Développement participatif au Nigeria, DANS LE DELTA DU NIGER

DEPUIS 1997, PRO-NATURA CONDUIT AVEC SUCCÈS UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DANS LE DELTA DU NIGER AVEC UNE COMMUNAUTÉ DE 30 000 PERSONNES, LES AKASSAS. CETTE COMMUNAUTÉ, QUI VIT SUR LA CÔTE SUD DU NIGERIA DANS LES ZONES SABLONNEUSES S'ÉTENDANT ENTRE L'ATLANTIQUE ET LES MANGROVES ÉTAIT COMPLÈTEMENT ISOLÉE ET ABANDONNÉE DE TOUS. AUJOURD'HUI, LE DÉVELOPPEMENT DES AKASSAS OFFRE UN MODÈLE « RÉVOLUTIONNAIRE » QUE D'AUTRES COMMUNAUTÉS VEULENT IMITER ET QUI COMMENCE À SE RÉPANDRE DANS LE DELTA DU NIGER.



Un village Akassa dans le Delta du Niger.

Aucun plan préconçu, aucun schéma directeur n'ont été élaborés à l'avance, seulement un processus qui a été essayé et développé avec succès dans de nombreux pays du Sud. Mais ce processus était, et reste, considéré comme novateur au Nigeria où les plans de développement viennent d'habitude d'en haut, abandonnant souvent sur le terrain les constructions inachevées de projets ratés. Tout au long de notre action, nous avons appris que le développement est possible dans le Delta du Niger avec une bonne approche et de bons partenaires, dans ce cas Statoil comme principal bailleur de fond.

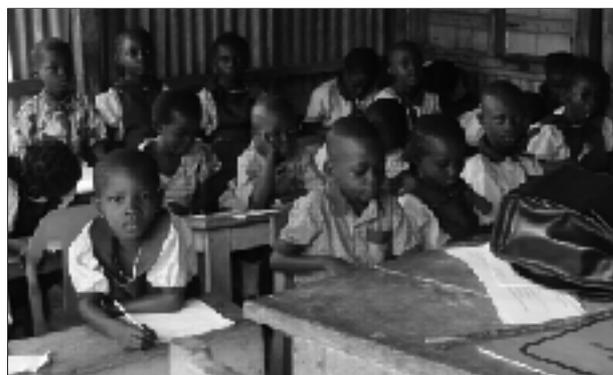
Le processus de développement dans la communauté Akassa a commencé en 1997 par une évaluation participative réalisée par des équipes composées de femmes et d'hommes représentant toutes les activités des villages et d'observateurs de Pro-Natura. La communauté a ainsi été impliquée dès le début. L'évaluation a

été faite en vivant pendant un an parmi les Akassas, de village en village, écoutant et apprenant de chacun, pas seulement des chefs mais aussi des femmes, des jeunes et des marginaux. Quels étaient leurs problèmes ? Qu'étaient-ils prêts à faire eux-mêmes pour les résoudre ? Qui pourrait les aider à se prendre en charge ? Fin 1997, après une série d'ateliers avec les différents groupes des villages, des régions et des clans, les villageois avaient élaboré leur propre « Plan de Développement de la Communauté Akassa ».

Ce plan a été réalisé entre 1998 et fin 2001. En 2002, il a été remplacé par un « Plan National de Développement Akassa 2002-2006 ».



La création d'écoles maternelles et l'alphabétisation des adultes ont été l'un des cinq objectifs prioritaires de lutte contre la pauvreté.



INNOVER POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La communauté Akassa a produit et réalisé son propre plan de développement

Cinq objectifs prioritaires ont été fixés pour lutter contre la pauvreté : création d'une épargne par un système de micro-crédits, mise en place d'un système sanitaire et éducatif, gestion des ressources naturelles, développement d'institutions et de compétences pour gérer le projet, priorité aux micro-structures sur les grands travaux.

sont rares et la plupart du temps non intentionnels. Le S & CS offre maintenant une formation et des crédits pour la création de petites et moyennes entreprises.

Un système de santé a été mis en place. L'abandon sanitaire de cette région était tel qu'en 1997 les habitants définissaient leurs enfants et eux-mêmes comme «ou chanceux, ou morts». En 2000, ils sont fiers de pouvoir dire « nous avons la santé pour tous » car ils ont construit un réseau de 18 postes de santé, formé des sages-femmes traditionnelles, constitué un stock permanent de médicaments et, de cette manière, incité le gouvernement à faire fonctionner leur système de santé.

En matière d'éducation les Akassas ont centré leurs efforts sur l'alphabétisation des adultes et la création d'écoles maternelles, faute de ressources suffisantes pour s'attaquer aux énormes problèmes de leur enseignement primaire et secondaire. Cette initiative a été principalement conduite par les femmes.

Un centre de formation a été également créé, où sont déjà dispensés des cours de comptabilité, d'informatique, de couture, de menuiserie, de ferronnerie et d'artisanat. Un plan de gestion des ressources naturelles a été établi avec un inventaire des forêts et des réserves halieutiques dont dépend leur subsistance. Les Akassas ont demandé au gouvernement d'interdire la pêche au chalut le long de leur côte. Ayant décidé de protéger



Un plan de micro-crédit s a permis aux villageois de créer eux-mêmes l'épargne initiale pour financer les investissements nécessaires. Les villageois ayant les mêmes intérêts (pêcheurs, femmes, etc) ont formé des petits groupes, appelés «Ogbos», qui se retrouvaient régulièrement pour prendre l'habitude d'abord d'économiser dans une boîte commune puis de prêter, emprunter et rembourser. En fin d'année, l'argent n'était pas «partagé», selon ce qui se fait dans les autres communautés. En prenant de nouvelles habitudes, les habitants ont dû apprendre à agir avec transparence

et à se faire confiance. Pour beaucoup, c'était une nouveauté «révolutionnaire». Peu à peu, les Ogbos se sont réunis à un niveau local, puis à un niveau clanique pour former un système général d'épargne et de crédit, S & CS (Savings and Credit Scheme). Quand les petites économies hebdomadaires des villageois ont atteint 2 millions de Nairas (17 000 euros), ils ont eu la fierté de voir que leur système de crédit attirait des fonds venant de l'extérieur, d'abord de Statoil, puis du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Aujourd'hui, leur capital s'élève à 5,5 millions de Nairas). Les directeurs et les gérants du fonds d'épargne et de crédit sont des habitants des villages. L'argent est emprunté par chaque Ogbo qui le prête à ses membres et s'assure du remboursement. Les défauts de remboursement

Dès le début, les groupes de femmes ont été très actifs pour commencer à constituer un système d'épargne et de crédit.



A partir de leurs petites économies hebdomadaires, les Akassas ont constitué un système d'épargne et de crédit pour financer leur programme de lutte contre la pauvreté.

les tortues de mer en voie de disparition, ils ont aussi demandé au gouvernement de renforcer la législation protectrice, permettant ainsi au Nigeria de retrouver sa qualité de membre de la convention internationale de protection des espèces migratrices dont il avait été précédemment exclu. Les grands travaux et la construction d'infrastructures ont été abandonnés au profit des microstructures car les Akassas ont réalisé qu'ils n'apportaient pour le moment rien au développement durable de leur région. Les institutions et les compétences nécessaires pour gérer le projet ont été développées .

Ceci était indispensable car en 1997 il n'existait aucune institution capable de prendre la responsabilité du développement ni aucune présence gouvernementale dans ces zones rurales complètement abandonnées. Dans les villages, la chefferie existait mais était discréditée. L'argent des comités de développement était détourné, les femmes des zones rurales oubliées par les organisations nationales de défense des femmes, la jeunesse amorphe, isolée et abandonnée à elle-même. De son côté, la religion rurale, mélange de sorcellerie et de pratiques charismatiques, constituait plutôt un frein au développement.



18 postes de santé ont été construits pour assurer les soins de base.

Un gouvernement local a été constitué et développé à partir de la base



Dans un premier temps, les Akassas ont donné la priorité aux microstructures indispensables : ici, la construction d'un puits.

Lorsque, avec l'assentiment des chefs Akassas, le projet a commencé, il n'y a eu que peu de contacts avec le gouvernement en dépit des ouvertures de coopération faites par les Akassas. Seul le ministère de la santé a montré quelque intérêt. Aussi le projet s'est-il centré sur la création par les habitants eux-mêmes des institutions nécessaires à des politiques de santé, d'éducation et de préservation des ressources naturelles qui auraient dû normalement être mises en place par le gouvernement.

Une Fondation Akassa pour le développement a été créée et enregistrée au niveau national et local. Le conseil d'administration, élu par les Akassas, comprend 10 hommes et 10 femmes et 2 représentants des handicapés de la communauté, 1 femme et 1 homme. Ce conseil est aussi l'employeur du personnel du projet, dont la majorité est composée d'Akassas. Il existe dans ces communautés de nombreux talents inemployés (fonctionnaires retraités, diplômés

sans emplois...) qui ne demandent qu'à être recrutés. Outre les 2 conseillers de Pro-Natura, 7 bénévoles viennent d'Angleterre et du Nigéria. La Fondation Akassa a réalisé le projet grâce à divers financements. Le financement initial est venu de Statoil qui continue à être le principal partenaire de la communauté. Ensuite, sont venus s'ajouter aux économies de la communauté, les financements de Chevron, BP, des gouvernements français, autrichiens, canadiens, irlandais, de l'UICN (Union mondiale pour la Nature), du PNUD ainsi que des Fondations Léventis et Mac Arthur, de Shell et Agip et de l'Etat de Bayelsa.

Une «révolution attirante»

Qu'il ait fallu si longtemps pour développer le modèle Akassa n'est pas surprenant mais il devrait maintenant être possible de le reproduire ailleurs plus vite car aujourd'hui d'autres communautés le demandent. L'attrait de ce modèle tient au fait qu'il n'a pas été importé mais généré localement pour répondre à des circonstances locales et qu'il peut être repris et adapté facilement par d'autres communautés. Il promeut la responsabilité individuelle et la transparence. La représentativité n'y fonctionne pas sur le modèle occidental de «un homme, une voix», mais sur le modèle traditionnel africain de la démocratie consensuelle. Il est conduit par la communauté mais il établit des liens avec le gouvernement local auquel il impose ses attentes de bonne gouvernance pour la communauté.



> Responsables du projet

- Directeur du programme de développement du Delta du Niger : *William D. Knight*
- Président de Pro-Natur a Nigéria : *Chris Alagoa*
- Chef de projet : *Philip Arkell*
- Coordinateur régional : *Philip Hall.*



Visiteurs d'autres communautés du Delta s'intéressant au projet réunis autour de Bill Knight, Directeur du programme de développement du Delta du Niger.

La «révolution» s'étend dans le Delta du Niger, dans les Etats de Rivers et d'Akwa Ibom, à travers «L'Initiative de développement côtier» de Pro-Natura

Les Akassas ont décidé de protéger les tortues de mer en voie de disparition.

Cette première extension du projet Akassa, financée par TotalFinaElf, est centrée sur la bonne gouvernance, la gestion des conflits, le développement communautaire et le renforcement institutionnel. Il s'agit en même temps, sous l'égide de la Commission Fédérale de développement du Delta du Niger, d'essayer de créer une synergie entre la compagnie pétrolière nationale nigérienne et l'industrie pétrolière d'une part, et la Commission Nationale du plan et les sponsors d'autre part. Mais les problèmes du Delta sont tellement énormes que Pro-Natura ne peut étendre seul le processus. Aussi, pour aider d'autres ONGs et d'autres communautés à se rencontrer et à travailler ensemble, Pro-Natura développe son centre de formation.



C'est pourquoi le projet Akassa doit être reproduit. Cela est possible avec l'aide de «L'Université vivante d'Akassa» qui a trois composantes :

- Le centre de formation d'Akassa où sont dispensés des apprentissages variés ;

- Les villages, qui sont des lieux d'enseignement où les villageois sont les professeurs et les étudiants sont les habitants des autres communautés qui veulent apprendre le processus du projet Akassa ;
- Le centre de formation de Pro-Natura, où d'autres ONGs, des fonctionnaires, des responsables des compagnies pétrolières peuvent échanger leurs idées pour promouvoir le développement participatif et les vérifier sur le terrain.

Cours d'informatique dans le Centre de formation qui dispense aussi des cours de comptabilité, ferronnerie, artisanat...



en bref... en bref... en bref...

CHARBON DE BIOMASSE

> Un centre de démonstration a été installé dans le sud de la France, en Camargue, où est produit un substitut de charbon avec n'importe quel résidu agricole. Le but de cette technique est la lutte contre la déforestation.

JOHANNESBOURG

> Pro-Natura International sera présente au Sommet du Développement Durable à Johannesburg du 26 août au 5 septembre et est membre de " JO'BURG 2002 ", le collectif d'associations françaises.

L' « Université vivante d'Akassa »

Akassa nous a appris que le développement durable est possible dans le Delta du Niger s'il combine un processus participatif à un développement institutionnel, particulièrement dans les zones traditionnellement marginalisées. Sinon, quel que soit l'argent dépensé, les projets échoueront et le Delta restera une région en proie à la violence où les populations se sentent oubliées et trahies.

> L'organisation de Pro-Natura



Créée au Brésil en 1986, Pro-Natura est une organisation non gouvernementale spécialisée dans le développement durable. En 1992, à la suite de la Conférence de Rio, Pro-Natura est l'une des premières ONG de l'hémisphère sud à s'internationaliser. Aujourd'hui, c'est une organisation globale constituée de deux pôles principaux : Instituto Pro-Natura au Brésil, responsable des Amériques et Pro-Natura International en France, responsable de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. Un conseil stratégique de coordination gère l'ensemble.

www.pronatura.org

INNOVER POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pro-Natura International • 15, avenue de Ségur • 75007 Paris • France
Tél : (33) 01 53 59 97 98 • Fax : (33) 01 53 59 94 46 • Email : pro-natura@wanadoo.fr
Brésil : info@pronatura.org • GB : nbubier@btinternet.com • USA : dmsusdev@yahoo.com